



**SYNDICAT MIXTE DE GESTION POUR
L'APPROVISIONNEMENT EN EAU
POTABLE DE L'ILLE ET VILAINE**

3^{ème} PHASE AQUEDUC VILAINE-ATLANTIQUE

**DOSSIER D'ENQUETE
SERVITUDE POUR L'ETABLISSEMENT DE CANALISATIONS
PUBLIQUES D'EAU EN TERRAINS PRIVES**

PIÈCE 1 : NOTICE EXPLICATIVE



Z.I. du Bois des Lots
Allée du Rossignol
26 130 SAINT PAUL TROIS CHATEAUX

Téléphone : 04.75.04.78.24
Télécopie : 04.75.04.78.29

GROUPE MERLIN/Réf doc : R71024 – ER01 - AMO - ME - 1 – 018

Ind	Etabli par	Approuvé par	Date	Objet de la révision
A	F.VADON	C.VOINOT	22/06/2017	Création

SOMMAIRE

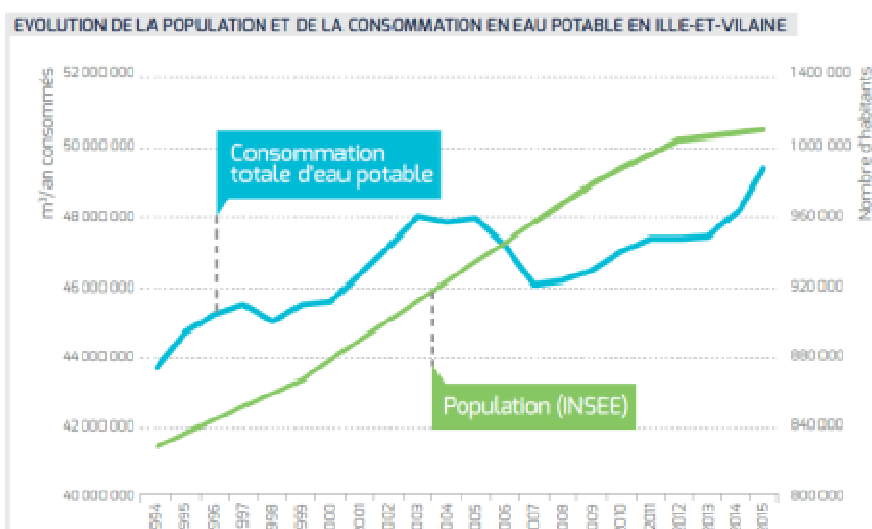
1	PRESENTATION DU PROJET	3
2	CARACTERISTIQUES DU PROJET	4
2.1	OBJECTIFS	4
2.2	CARACTERISTIQUES FINANCIERES.....	5
2.2.1	<i>INDEMNISATION AUX PROPRIETAIRES ET AUX EXPLOITANTS :</i>	<i>5</i>
2.2.2	<i>DEPENSES DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT :</i>	<i>5</i>
3	NEGOCIATIONS AMIABLES	6
3.1	PASSAGE DE CANALISATION.....	6
3.1.1	<i>ACCORDS AMIABLES SIGNES.....</i>	<i>6</i>
3.1.2	<i>ACCORDS AMIABLES NON SIGNES</i>	<i>6</i>
3.2	OCCUPATION TEMPORAIRE	6
4	INDEMNITE	7
5	JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE	8

1 PRESENTATION DU PROJET

Le **Syndicat Mixte de Gestion pour l'approvisionnement en Eau Potable de l'Ille-et-Vilaine (SMG-Eau35)** a pour missions principales la mise en œuvre du schéma départemental d'alimentation en eau potable du département 35. Il a également le rôle d'assistance technique à sa réalisation.

Le SMG-Eau35 a évalué l'évolution de la consommation en eau potable depuis 1994 (cf. figure suivante) en Ille-et-Vilaine. Ce graphique fait apparaître une hausse quasi-continue de la consommation en eau potable sur le département au cours des 20 dernières années. Un pic de consommation a été constaté sur les années 2003 à 2005, qui ont vu se succéder des sécheresses hivernales et des étiages sévères. Il a été suivi par une baisse en 2005-2007, observable surtout sur les consommateurs intermédiaires (agriculteurs, artisans) et sans doute en partie liée à la mise en place des forages privés suite aux sécheresses de 2003-2005.

Depuis 2007, la consommation globale augmente, en lien avec l'augmentation de population sur l'Ille-et-Vilaine. En 8 ans, la consommation annuelle a ainsi augmenté d'environ 2,8 millions de m³, soit une augmentation de plus de 7%. De fortes hausses ont été observées en 2014 puis 2015, après plusieurs années d'augmentation plus faible.



EVOLUTION DU BESOIN EN FONCTION DE LA POPULATION EN ILLE-ET-VILAINE DEPUIS 1994

En Ille-et-Vilaine, selon les secteurs, la **perspective de consommation d'eau potable à l'horizon 2030 dans le département tend vers une augmentation.**

De plus, les ressources en eau du département sont limitées et sensibles à la sécheresse. Les cours d'eau et barrages existants sont aujourd'hui quasiment exploités au maximum de leur potentiel. En absence de nappe de grande capacité, les ressources souterraines actuelles et futures - qui peuvent présenter un réel intérêt au niveau local - ne permettront pas non plus de dégager de volumes suffisants.

Ainsi, à la vue de cette augmentation constante de besoin en eau potable, il est primordial de sécuriser l'amenée d'eau potable en quantité suffisante en Ille-et-Vilaine.

2 CARACTERISTIQUES DU PROJET

2.1 OBJECTIFS

Le projet consiste à la **mise en place d'une portion de canalisation transportant de l'eau potable entre les usines d'eau potable de Férel et de Villejean à Rennes** (fonctionnement dans les 2 sens) afin de :

- **Sécuriser l'alimentation en eau potable**, notamment en période de crise : ceci concerne une grande partie du département d'Ille-et-Vilaine, grâce au réseau de canalisations d'interconnexion inscrites au schéma départemental, mais également la zone de desserte de l'usine de Férel, sur les départements de Loire-Atlantique et du Morbihan ;
- **Préserver la ressource en eau** : en conséquence du point précédent, l'interconnexion permettra d'assurer, particulièrement sur le département 35, un meilleur respect des débits d'étiage et une meilleure gestion de la ressource en eau via les barrages, en maîtrisant les prélèvements dans les cours d'eau ;
- **Optimiser le fonctionnement des unités de production en eau existantes** :
 - l'usine de FEREL qui présente une capacité de production supérieure aux besoins réels en dehors des périodes de pointe estivales,
 - l'usine de VILLEJEAN et plus généralement les usines de la Collectivité Eau du Bassin Rennais, qui font face à une baisse des besoins en période estivale.

Cette connexion était déjà mentionnée comme étant à entreprendre dans le Schéma Départemental d'Alimentation en Eau Potable d'Ille-et-Vilaine en 2000. En 2007, le projet est validé par l'Institution d'Aménagement de la Vilaine (IAV) et les Syndicats Départementaux du Morbihan et d'Ille et Vilaine en 3 phases. Depuis 2010, 2 des 3 phases ont été réalisées. **La 3ème tranche correspond à la liaison Sixt-sur-Aff – Rennes.**

Le projet est rappelé dans le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Vilaine de 2015. Le 10 mars 2016, la délibération du comité syndical du SMG-Eau35 porte sur la réalisation de la dernière tranche du projet entre Sixt-sur-Aff et Rennes avec une signature des marchés de travaux prévue en 2019.

A noter que le projet concerne 3 départements : Morbihan, Loire-Atlantique et Ille-et-Vilaine. Il fonctionnera dans les 2 sens (suivant les disponibilités et besoins de chaque secteur) et sécurisera ainsi l'alimentation en eau potable **d'environ 2 millions de personnes.**

Ainsi, la 3^{ème} tranche correspond à la réalisation des ouvrages suivants :

- La pose d'environ **59 km de canalisations** de diamètre DN 700 et DN 600, depuis le lieu-dit la Clôture à Bains-sur-Oust jusqu'à l'usine de Villejean à Rennes ;
- La création sur le tracé de **2x2 réservoirs de stockage** de 2 500 m³ chacun à Sixt-sur-Aff et Goven ;
- La création de **2 stations de pompage** : une associée au site de stockage de Sixt-sur-Aff et une à l'usine de Villejean, pour le fonctionnement en retour vers l'usine de Férel.

2.2 CARACTERISTIQUES FINANCIERES

L'estimation des dépenses de l'opération a été répartie sur plusieurs postes.

2.2.1 INDEMNISATION AUX PROPRIETAIRES ET AUX EXPLOITANTS :

- Estimation des indemnisations aux propriétaires relatives à la mise en place de la servitude : 75 000 € HT,
- Estimation des indemnisations aux exploitants pour dégâts aux cultures : 352 000 € HT.
- Estimation des acquisitions pour les réservoirs : 5 054 € HT

2.2.2 DEPENSES DE TRAVAUX D'AMENAGEMENT :

- Travaux de canalisation : 25 500 000 € HT,
- Travaux relatifs aux ouvrages et équipements de stockage et pompage : 5 000 000 € HT,
- Le montant des mesures prises en faveur de l'environnement (notamment de compensation) sera apprécié à la suite du contact avec les mairies concernées par de potentielles mises en place de mesures compensatoires (notamment lors d'abattage d'arbres)

3 NEGOCIATIONS AMIABLES

3.1 PASSAGE DE CANALISATION

Le tracé des conduites doit emprunter, dans la mesure du possible, les voies communales. Néanmoins, compte tenu de la physionomie, de la topographie et du nombre de communes traversées, une partie des réseaux doit emprunter des parcelles privées.

SMG35 a d'ores et déjà engagé des démarches auprès des propriétaires afin d'obtenir leur accord par :

- la mise en place de 3 réunions d'informations qui se sont déroulées en mai 2017,
- l'envoi de conventions de servitude aux propriétaires concernés,
- la tenue de 3 permanences en Mairie, en juin-juillet 2017, afin de rencontrer les propriétaires et répondre à leurs questions,
- la prise de rendez-vous particulière pour les personnes le demandant.

3.1.1 ACCORDS AMIABLES SIGNES

Le projet impacte 561 parcelles privées sur l'ensemble du linéaire de canalisation.

A ce jour, un accord a déjà été trouvé avec certains propriétaires, mais compte tenu de l'ampleur du projet et du nombre de parcelles concernées, le SMG35 a décidé de lancer dès à présent la procédure de servitude d'utilité publique afin de pouvoir effectuer les travaux en vue de respecter les engagements de toutes les parties prenantes au dossier.

3.1.2 ACCORDS AMIABLES NON SIGNES

Au vu du nombre de parcelles impactées par la canalisation, le SMG35 envisage que certains propriétaires récalcitrants, des successions non réalisées, des propriétaires inconnus etc....ne veuillent pas ou ne puissent pas signer les conventions présentées à la signature.

Il a donc été décidé de présenter l'ensemble des parcelles, liées à ce projet, au présent dossier de servitude.

3.2 OCCUPATION TEMPORAIRE

Hormis l'emprise de la servitude de passage de canalisation, ce projet engendre une occupation temporaire pour certaines parcelles durant les travaux, pour le stockage des terres et matériaux, manœuvres d'engins de chantier, décapage, terrassements, remblaiements et pour la remise en état des terrains.

Cette occupation temporaire, de 15 mètres de large, a également été intégrée dans les conventions de servitude transmises aux propriétaires.

Pour les parcelles pour lesquelles un accord amiable n'aura pas été obtenu, SMG35 sollicite Monsieur le Préfet pour l'obtention d'un arrêté préfectoral d'occupation temporaire au titre de la loi du 29 décembre 1892 dans un dossier qui sera déposé ultérieurement.

L'accès au chantier se fera sur une bande d'occupation selon les autorisations obtenues, en continuité de la progression du chantier.

A l'issue des travaux, il sera procédé à la remise en état initial des terrains.

4 INDEMNITE

Dans le cadre de la réalisation de cette 3^{ème} phase de la liaison FEREL-RENNES, le tracé de la servitude a fait l'objet d'une recherche, dans la mesure du possible, d'un accord amiable sur les parcelles concernées.

En vertu des dispositions des articles L152-1 et L.152-2 du code rural, l'établissement de cette servitude ouvre droit à indemnité. Une indemnité a été octroyée par le Maître d'ouvrage, pour l'acceptation de cette servitude et figure dans les conventions de servitude proposées à la signature et précisé ci-après :

- Passage de la conduite :
 - 1,10 €/ml pour les terres agricoles,
 - 0,50 €/ml pour les friches, terres incultes,
 - 27 €/ml pour les terrains constructibles.
- Pose d'un regard (ventouse, vidange etc....) : 300 € par accessoire,
- Montant minimal de l'indemnité : 50 € par propriétaire ou par indivision.

Voir Pièce 6 : Délibération du Conseil Syndical

Les contestations relatives à celle-ci sont jugées comme en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Article L152-1 Modifié par ORDONNANCE n°2014-1345 du 6 novembre 2014 - art. 5

Il est institué au profit des collectivités publiques, des établissements publics ou des concessionnaires de services publics qui entreprennent des travaux d'établissement de canalisations d'eau potable ou d'évacuation d'eaux usées ou pluviales une servitude leur conférant le droit d'établir à demeure des canalisations souterraines dans les terrains privés non bâtis, excepté les cours et jardins attenant aux habitations.

L'établissement de cette servitude ouvre droit à indemnité. Il fait l'objet d'une enquête publique réalisée selon les modalités prévues au livre Ier du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article afin notamment que les conditions d'exercice de la servitude soient rationnelles et les moins dommageables à l'utilisation présente et future des terrains.

Article R152-13 Créé par Décret 92-1290 1992-12-11 annexe JORF 12 décembre 1992

Le montant des indemnités dues en raison de l'établissement de la servitude est fixé conformément aux dispositions en vigueur en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ; il couvre le préjudice subi par la réduction permanente du droit des propriétaires des terrains grevés.

Tout propriétaire pourra, en vertu du code de l'expropriation, faire la demande d'une juste indemnisation s'il estime être lésé par ladite procédure.

5 JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE

En conséquence, les parcelles figurant dans l'état parcellaire (*Pièce 4*), n'ayant pas encore fait l'objet d'une négociation aboutie et donc d'un accord amiable signé, et afin d'éviter tout retard dans l'exécution des travaux, il est nécessaire d'envisager une procédure d'institution de servitude de passage sur cette parcelle, permettant la pose, l'exploitation et l'entretien de la canalisation d'eau.

De ce fait, SMG35 sollicite auprès de Monsieur le Préfet d'Ille et Vilaine, l'ouverture d'une enquête préalable à l'institution de la servitude décrite aux articles L.152-1 et suivants du Code Rural.